

**UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS**

« UDAF 62 »

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901
16 BOULEVARD CARNOT
62000 ARRAS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS
« UDAF 62 »

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901
16 BOULEVARD CARNOT
62000 ARRAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS « UDAF 62 »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS « UDAF 62 » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 4 avril 2025 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WASQUEHAL, le 26 mai 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

Patrice DESBONNETS

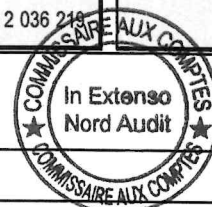


Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

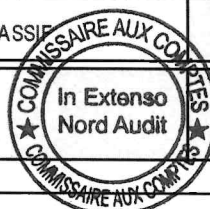
Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	24 492	12 855	11 637	10 326
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	88 375		88 375	88 375
	Constructions	1 121 994	900 777	221 217	244 719
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	145 837	115 503	30 334	42 878
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 200		1 200	
TOTAL (I)		1 381 897	1 029 135	352 763	386 298
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	11 831		11 831	11 225
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	913		913	778
	Avances et Acomptes versés sur commandes				360
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 151		13 151	19 976
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	486 035		486 035	329 885
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 166 976		1 166 976	1 258 709
	Charges constatées d'avance	4 551		4 551	4 473
	TOTAL (II)	1 683 456		1 683 456	1 625 405
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		3 065 353	1 029 135	2 036 218	2 011 703
(1) dont droit au bail (2) dont à moins d'un an (3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	342 989	342 989
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 264 851	1 220 428
	Excédent ou déficit de l'exercice	(11 029)	44 422
	Total des fonds propres (situation nette)	1 596 810	1 607 840
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 253	4 421
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	3 253	4 421
	Total des fonds propres	1 600 064	1 612 260
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	3 664	3 664
	Provisions pour charges	50 142	45 851
	Total des provisions	53 806	49 515
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	73	62
	Emprunts et dettes financières divers	400	400
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 929	26 158
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	215 790	180 457
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	137 157	140 951
	Produits constatés d'avance		1 900
	Total des dettes	382 349	349 927
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		2 036 219	2 011 703
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(11 029,21)	44 422,41
(1) Dont à moins d'un an		382 349	349 927
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		73	62



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 947	1 964
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 096	896
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	42 266	49 413
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 594 235	1 457 546
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 608	23 613
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	15 729	13 784
Total des produits d'exploitation		1 679 881	1 547 215
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	1 211	1 374
	Variation de stock	(136)	(567)
	Achats de matières et autres approvisionnements	6 415	3 855
	Variation de stock	(607)	174
	Autres achats et charges externes	277 602	252 901
	Aides financières	70 451	69 541
	Impôts, taxes et versements assimilés	92 248	80 452
	Salaires et traitements	873 101	779 391
	Charges sociales	326 283	264 838
	Dotation aux amortissements et dépréciations	45 601	44 641
	Dotation aux provisions	4 291	11 031
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	6	4
Total des charges d'exploitation		1 696 467	1 507 635
RESULTAT D'EXPLOITATION		(16 586)	39 581



Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(16 586)	39 581
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 489	2 350
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		2 489	2 350
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		325
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			325
RESULTAT FINANCIER		2 489	2 025
RESULTAT COURANT avant impôts		(14 096)	41 606
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	3 067	2 817
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		3 067	2 817
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 067	2 817
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 685 437	1 552 382
TOTAL DES CHARGES		1 696 467	1 507 960
EXCEDENT ou DEFICIT		(11 029)	44 422
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		20 234	7 040
Bénévolat		26 228	14 534
TOTAL		46 462	21 574
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		20 234	7 040
Prestations		26 228	14 534
Personnel bénévole		46 462	21 574
TOTAL			



Règles et Méthodes Comptables

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental, de représenter les familles, d'agir dans l'intérêt des familles, de donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familiale et de réaliser les missions confiées par les pouvoirs publics concernant les familles.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 04/04/2025.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 036 219** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 685 437** euros et un total **charges** de **1 696 467** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-11 029** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation ni dans les méthodes de présentation.

Sur les comptes clos au 31/12/2020, l'UDAF a appliqué le nouveau plan comptable associatif ANC 2018-06.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant de règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de

Règles et Méthodes Comptables

production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens sur le mode linéaire.

Autres immobilisations incorporelles	5 ans
Constructions	20 ans
Agencement et aménagement des constructions	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Terrain	Non amortissable

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



Annexe libre

Evènements marquants survenus au cours de l'exercice 2024

L'Udaf du Pas-de-Calais a signé une convention pluri-annuelle dite **convention d'objectifs 2022-2026** avec l'Unaf pour les services d'action familiale.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales inscrites à l'article L.211-3 du code d'action sociale et des familles.

Les trois actions proposées par l'Udaf du Pas de Calais sont les suivantes :

Action 1 : Atelier de parole d'enfants de parents séparés

Action 2 : Lire et faire lire – Lire ensemble

Action 3 : Point Conseil Budget

Le montant de la part 2 du fonds spécial pour l'année 2024 s'élève à 60387€.

L'Udaf du Pas-de-Calais a signé un avenant à la Convention UNAF / UDAF pour la participation à la seconde phase de développement de la médiation aidants aidés.

Cet avenant, prenant effet au 01/01/2024, vise à compenser partiellement les surcoûts supportés par les Udaf, liés à la revalorisation salariale des médiateurs familiaux résultant de l'extension de la prime Ségur à leur profession. Cet avenant prévoit une hausse du forfait ainsi que du forfait activité et porte le montant de la subvention allouée 18800€.

La « prestation de service-médiation familiale » attribuée par la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais couvre la période 2024-2026 à hauteur de 15ETP.

En 2024, Les effectifs de médiateurs familiaux sont portés à 13.53 ETP. L'Udaf du Pas-de-Calais a procédé au recrutement de trois médiatrices familiales D.E. Une salariée de l'Udaf du Pas-de-Calais a par ailleurs obtenu son diplôme d'Etat en novembre 2024. En parallèle, trois salariées ont quitté notre association (départ en retraite, inaptitude non professionnelle et non obtention du diplôme d'Etat). Le recrutement de médiateurs familiaux diplômés d'Etat reste complexe dans un contexte de pénurie de professionnels.

La Cour d'appel de Douai a attribué, par arrêté en date du 21/11/2024, une subvention complémentaire à l'Udaf du Pas-de-Calais à hauteur de 5669 € pour son implication dans l'expérimentation d'audience de consensus parental au Tribunal Judiciaire d'Arras.

L'Udaf du Pas-de-Calais a signé le protocole de consensus parental avec le Tribunal Judiciaire, l'EPDEF et le Barreau d'Arras le 02/10/2024.

Le Conseil départemental du Pas-de-Calais a pris la décision de ne pas reconduire pour 2025 le financement du microcrédit personnel. La subvention s'élevait à 15000 € en 2024.

L'accord du 4 juin 2024 portant extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation de la CCNUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif a octroyé une **revalorisation salariale, pour tous les salariés, à hauteur de 238 euros bruts mensuels avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024.**

Cet accord a été agréé par la Ministre du travail, de la santé et des solidarités le 25 juin 2024 (publication au Journal Officiel du 26 juin 2024).

Cette revalorisation salariale a constitué une dépense nouvelle pour l'Udaf du Pas-de-Calais, non



Annexe libre

prévue, qui appelle un financement public complémentaire.

En vertu de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles, cet accord agréé est en conséquence opposable à l'autorité compétente.

Il s'agit de charges obligatoires, qui s'imposent, et sur lesquelles L'Udaf du Pas-de-Calais ne dispose d'aucune marge d'adaptation, d'économie ou de redéploiement de moyens, permettant de les couvrir. L'Udaf du Pas-de-Calais a sollicité les financeurs sur cette nécessaire revalorisation de ses financements.

L'Udaf du Pas-de-Calais a procédé à la signature d'un bail de location d'un local sur la commune de Boulogne sur mer. Les bureaux loués sont affectés à l'activité de médiation familiale développée sur les antennes de développement social CAF de Boulogne sur mer et de Calais. Sa proximité géographique avec le tribunal judiciaire de Boulogne sur mer est un atout dans le développement du partenariat avec les magistrats et le greffe.

Dans le cadre de la sécurisation de notre infrastructure informatique l'Udaf du Pas-de-Calais a installé un firewall au siège et a opté pour la double authentification pour l'accès au serveur de l'association.

Le poste « frais de déplacement » a légèrement augmenté en 2024 comparé à 2023. L'Udaf du Pas-de-Calais a mené en 2024 une politique de rationalisation des déplacements et incite davantage le covoiturage pour les salariés, mais également pour les bénévoles. Le choix de louer des locaux à Boulogne sur mer a permis également de réaffecter une partie des salariés et de réduire les déplacements vers des permanences.

Les charges liées à l'énergie (électricité et gaz) ont été stabilisées en 2024 notamment en raison de la politique de sobriété engagée en 2023 : travaux d'électricité sur le siège et sensibilisation sur les bons gestes à adopter auprès des collaborateurs.

A la date de l'arrêté des comptes, ces principaux éléments de jugement ont conduit l'entité à ne pas remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A la date de l'arrêté des comptes par le Conseil d'administration au 04/04/2025 des états financiers 2024, l'Udaf 62 n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause sa capacité à poursuivre son exploitation.



Annexe libre

ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES RUBRIQUES CI-DESSUS

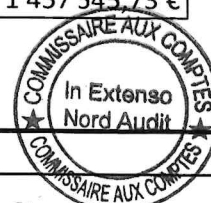
Une dotation aux provisions pour engagement retraite a été comptabilisée en fin d'exercice pour un montant de 4291 €, calculée selon la table de mortalité INSEE 2017-2019, un taux d'actualisation monétaire de 3,22 % pour un départ volontaire à l'âge légal. Cette provision figure au bilan pour un montant total de 50 142 €.

Une provision pour risque comptabilisée au 31/12/2023 concernant les congés payés pour maladie sur 2 ans est constatée pour 3 664 €.

Les aides financières à reverser inscrites au passif du bilan en autres dettes pour un montant de 137 157 € comprennent les montants en attente de reversement à la ligue de l'enseignement pour 48 350 € (dont 33 600 € versé à ce jour) et les montants en attente de reversement aux associations 22 100 € pour 2024, 11 679 € pour 2023, 10 329 € pour 2022, 9 600 € pour 2021, 8 447 € pour 2020, 8 077 € pour 2019, 6 900 € pour 2018, 4 095 € au titre de 2017, 2 105 € au titre de 2016, 953 € au titre de 2015. Ces derniers montants correspondent à des sommes dues à des associations n'ayant pas fournis leur justificatif légal. De plus, nous avons un reliquat de 4 518 € au titre des années antérieures (avant 2011, 2011, 2012, 2013 et 2014).

Détail des Subventions

Compte	Financier	Activité	31/12/2024	31/12/2023
740100	Conseil départemental	Médaille de la famille	35 000,00 €	33 000,00 €
740101	DDETS / Conseil Dép,	PCB	99 270,00 €	105 660,00 €
7401012	DRHDF	MAA	2 500,00 €	4 700,00 €
740201	UNAF	Fonds spécial Part 1	221 008,87 €	212 406,96 €
740202	UNAF	Fonds spécial Part 2	60 387,27 €	60 906,86 €
740300	CAF	Médiation familiale	900 174,00 €	789 246,91 €
740301	Autres subventions	Médiation familiale	5 000,00 €	
740310	MSA	Médiation familiale	15 000,00 €	17 000,00 €
740315	UNAF CNSA	Médiation Aidants Aidés	18 800,00 €	16 800,00 €
740320	FONDATION AG2R	MAA	- €	- €
740400	DRJSCS	ISTF	63 149,46 €	56 130,00 €
740402	CAF sub. Fonct.	Lire et faire Lire	96 000,00 €	96 000,00 €
740403	Autres subventions	Lire et Faire Lire	3 257,55 €	3 350,00 €
740404	CDAD	Médiation familiale/ISTF	14 020,00 €	12 345,00 €
740501	Ministère de la justice	Médiation Familiale	60 668,00 €	50 000,00 €
			1 594 235,15 €	1 457 545,73 €



Annexe libre

DETAILS ETAT PRODUITS A RECEVOIR

448700 ETAT PRODUITS A RECEVOIR : 373 089 €

SUBVENTION	UNAF PART 2	60 387
SUBVENTION	CAF MEDIATION	293 590
SUBVENTION	MSA 2024	15 000
SUBVENTION	L&FL NATIONAL	700
SUBVENTION	CDAD	3 412

BENEVOLAT

Conformément au règlement 2018-06 l'Udaf 62 a valorisé les heures effectuées par les bénévoles en s'appuyant sur le système de recueil des données fourni par l'Unaf et le logiciel "contribution". Les heures sont valorisées au taux horaire du SMIC auxquelles sont ajoutées les charges sociales.

Pour 2024 le nombre d'heures est de 1330 contre 760 en 2023.

CRISE SANITAIRE / GUERRE EN UKRAINE/ CONTEXTE GEOPOLITIQUE

Sur cet exercice, il n'y a pas d'effet majeur de ces événements sur les comptes de l'UDAF 62.

Eu égard à ces constats l'UDAF 62 estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.



Produits et Charges exceptionnels

31/12/2024		
Total des produits exceptionnels		3 067
Produits exceptionnels sur opérations en capital		3 067
Quote-part subv. résultat LETFL	1 083	
Quote-part subv. résultat PCB	1 733	
Quote-part subv. résultat MEDIATION	250	
Total des charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		3 067



Transferts de charges

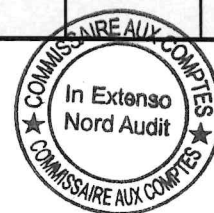
31/12/2024

Remboursement frais de formation par l'OPCA	2 650
Remboursement Indemnités Journalières Prévoyance	15 409
Remboursement sinistres	3 901
Remboursement de frais de déplacement et autres frais par l'UNAF	2 648
TOTAL	24 608



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	18 600		5 892			24 492
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 600		5 892			24 492
CORPORELLES	Terrains	88 375					88 375
	Constructions sur sol propre	1 121 994					1 121 994
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	45 129					45 129
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	95 734		4 974			100 707
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 351 231		4 974			1 356 205
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières			1 200			1 200
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 200			1 200
TOTAL		1 369 831		12 066			1 381 897



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	8 274	4 581		12 855
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 274	4 581		12 855
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	877 274	23 502		900 777
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	32 773	3 313		36 086
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	65 212	14 205		79 417
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		975 260	41 020		1 016 280
TOTAL		983 534	45 601		1 029 135



Provisions

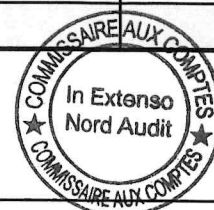
		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	45 851	4 291		50 142
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Autres	3 664			3 664
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	49 515	4 291		53 806
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	49 515	4 291		53 806
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			4 291		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 200		1 200
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	13 151	13 151	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	483 154	483 154	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	2 881	2 881	
	Charges constatées d'avance	4 551	4 551	
TOTAL DES CREANCES		504 936	503 736	1 200
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	73	73		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	400	400		
	Fournisseurs et comptes rattachés	28 929	28 929		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	94 689	94 689		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	94 187	94 187		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	26 914	26 914		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	137 157	137 157		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		382 349	382 349		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		165 964
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		73
BANQUE - INTERETS COURUS A PAY	73	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		18 876
FOURNISSEURS FACT NON PARVENUE	18 876	
Dettes fiscales et sociales		147 016
CONGES PAYES	94 629	
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PA	35 921	
CHARGES FISCALES S/CONGES A PA	11 932	
AUTRES CHARGES A PAYER	4 533	




Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		496 108
Autres créances clients		10 092
USAGERS PRODUITS A RECEVOIR	10 092	
Autres créances		486 017
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	110 065	
ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	373 089	
DIVERS A RECEVOIR	2 863	



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION CHARGES EXTERNES		4 551	4 551
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			4 551



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			



Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagement Retraite		50 142	
		50 142	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		50 142	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			



Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		4	
	Professions intermédiaires			
	Employés		20	
	Ouvriers			
	TOTAL		24	

--



Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	8 450	1 900		10 350
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	8 450	1 900		10 350
Quotes-parts virées au compte de résultat	4 029	3 067		7 096

Les subventions d'investissement sont les suivantes :

- le 14/01/2021 octroi de 3 250 € par la CAF pour l'achat de 5 ordinateurs pour LIRE ET FAIRE LIRE
- le 14/01/2021 octroi de 5 200 € par la CAF pour l'achat de 8 ordinateurs pour Point Conseil Budget
- le 28/06/2022 octroi de 1899.60 € par la CAF pour achat application et vidéo projecteur pour la Médiation familiale utilisation en 2024



Conventions de mise à disposition 2024

I. Médiation Familiale :

Communes :

- **Arques**

Objet : convention d'occupation de mise à disposition dans les locaux de la plateforme.

Durée : du 1^{er} janvier 2023, pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

Superficie : NC.

Fréquence / Amplitude horaire : Une permanence mensuelle.

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Audruicq**

Objet : convention d'occupation de mise à disposition dans les locaux de la Maison des Services.

Durée : du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

Superficie : NC.

Fréquence : Les 2^{èmes} et 4^{èmes} jeudis (journée)

Amplitude horaire : NC.

Commentaires : pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Calais**

a) Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'un bureau au sein de la Maison de la petite enfance

Durée : du 1^{er} mars 2024 au 1^{er} mars 2027

Superficie : 9,6 m2.

Fréquence : Les 1^{er} et 3^{èmes} lundis (journée)

Tous les mardis (journée) sauf les 2^{èmes} après-midi

Les 2^{èmes} et 5^{èmes} mercredis (journée)

Les 4^{èmes} mercredi (matin uniquement)

Tous les jeudis de chaque mois (journée)

Amplitude horaire : Non Précisé (Auparavant de 9H à 18H)

Commentaires : reconduction dans trois ans sous réserve d'un bilan positif

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

b) Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'un bureau au sein de la Maison Des Associations

Durée : du 28 août 2023 au 29 juin 2024 et du 19 août 2024 au 19 juillet 2025

Superficie : NC.

Fréquence : Permanences chaque lundis et mercredi

Amplitude horaire : Permanences de 9h à 12 h et de 14h à 17h00

Commentaires : bureau privatisé

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Soit 61 permanences X 220 € = 13420 euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun, reprise de l'Arrêté 2016 transmis en 2022 pour le calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'une salle.

c) Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'un bureau au sein du SAMO de calais du secteur HAS (Vie Active)

Durée : du 01 octobre 2024 au 31 décembre 2024

Superficie : NC.

Fréquence : Les 1^{er} jeudis (journée)

Amplitude horaire : NC pour ces permanences

Commentaires : modification de la convention par voie d'avenant

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Carvin**

Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'une salle au sein de la Maison de l'initiative et de la Citoyenneté

Durée : du 01 septembre 2024 au 31 juin 2025

Superficie : NC.

Fréquence : Les 2^{èmes} mercredis du mois(journée)

Amplitude horaire : de 9H00 à 18H00

Commentaires : Consentie pour une durée maximale d'une année.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Desvres**

Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'un bureau au sein de la Maison intercommunale de Desvres

Durée : à partir du 21 mai 2024 et renouvelée par tacite reconduction

Superficie : NC.

Fréquence : Les 3^{èmes} et 4^{èmes} vendredis (journée)

Amplitude horaire : de 9H00 à 12H30 et de 14H00 à 17H30

Commentaires : Le non-respect d'un des articles rends caduque la convention

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.



- **Etaples-sur-mer**

Objet : convention de mise à disposition de la salle municipale de « La Pyramide »

Durée : La présente convention est établie pour la période de janvier à décembre 2024.

Superficie : NC.

Fréquence / Amplitude horaire :

Tous les lundis (de 9H à 13H)

Tous les mercredis (de 9H à 19H)

Les 2^{èmes} jeudis du mois (de 9H à 19H)

Commentaires : Un renouvellement est envisageable à l'issue de cette période.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 19 février : Retour téléphonique le 19 mars 2024 à 9h46, le bâtiment associatif communautaire est dépourvu de grille tarifaire.

- **Fruges**

Objet : convention de mise à disposition de la Maison des Habitants

Durée : La présente convention est établie pour la période du 01 octobre 2023.
(Signée au 12 mars 2024)

Superficie : NC.

Fréquence / Amplitude horaire : NC (Permanence)

Commentaires : Renouvelée par tacite reconduction

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Lens**

a) **Objet** : convention de mise à disposition d'une salle municipale au Centre Socio-Culturel Alexandre Dumas

Durée : du 01/01/2022, pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

Superficie : 15 m2.

Fréquence : le 2^{ème} lundi

Amplitude horaire : De 9H à 12H

Commentaires : renouvelé chaque année par reconduction expresse.

Convention non signée par l'autre partie, plannings prévisionnels du 21/10/2023 au 31/08/2024 et du 21/10/2024 au 01/09/2025.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

b) **Objet** : convention de mise à disposition d'une salle municipale au Centre Socio Culturel VACHALA

Durée : du 01/01/2022, pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

Superficie : 13.5 m2.

Fréquence : 1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} mardi

Amplitude horaire : De 13H30 à 17H

Commentaires : renouvelé chaque année par reconduction expresse, convention douze séances groupes de paroles à raison d'une séance par mois, plannings prévisionnels du 21/10/2023 au 31/08/2024 et du 21/10/2024 au 01/09/2025.

Convention non signée par l'autre partie.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Le Portel**

Objet : convention de mise à disposition d'un bureau du centre social Espace Carnot

Durée : La présente convention est établie pour la période du 1^{er} septembre 2023 au 1^{er} septembre 2024, la seconde période du 1^{er} septembre 2024 au 1^{er} septembre 2025 n'est pas parvenue actuellement.

Superficie : NC

Fréquence : le 4^{ème} jeudi du mois, (huit dates retenues)

Amplitude horaire : 8H30 – 12H00

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Samer**

a) Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'un bureau au sein de la Maison intercommunale de Desvres

Durée : à partir du 21 mai 2024 et renouvelée par tacite reconduction

Superficie : NC.

Fréquence : Les 1^{er} et 2^{èmes} vendredis (journée)

Amplitude horaire : de 9H00 à 12H30 et de 14H00 à 17H30

Commentaires : Le non-respect d'un des articles rends caduque la convention

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 19 février : Aucun.

II. **ISTF** :

Communes :

- **Béthune**

Objet : convention à titre gracieux de la salle municipale de la Charité

Durée / Fréquence : du 08 février au 12 décembre 2024 (10 jours) ;

Les 2^{èmes} jeudis du mois.

Superficie : NC

Amplitude horaire : de 14H00 à 17H00

Commentaires : Consentie à titre gracieux.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Soit 8 permanences X 27,50 € = 220 euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : oui, CONV MSD2 / 2025.



- **Calais**

Objet : convention d'utilisation des salles municipales calaisiennes, les salles de la Maison des associations.

Durée : De janvier à juin 2024, le 04 juillet 2024, et du 19 août 2024 au 19 juillet 2025 (11 jours)

Superficie : NC

Fréquence : Les 1^{er} jeudis du mois

Amplitude horaire : de 14H à 17H

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Soit 11 permanences X 220 € = 2420 euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun, reprise de l'Arrêté 2016 transmis en 2022 pour le calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'une salle.

III. **PCB** :

Communes :

- **Audruicq**

Objet : convention d'occupation de mise à disposition dans les locaux de la Maison des Services.

Durée : du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

Superficie : NC.

Fréquence : Les 1^{er} et 3^{èmes} vendredis (matin)

Amplitude horaire : NC.

Commentaires : pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Carvin**

Objet : convention d'occupation de mise à disposition d'une salle au sein de la Maison de l'initiative et de la Citoyenneté

Durée : du 01 septembre 2024 au 31 juin 2025

Superficie : NC.

Fréquence : Les 4^{èmes} vendredis du mois (journée)

Amplitude horaire : de 9H00 à 18H00

Commentaires : Consentie pour une durée maximale d'une année.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Courcelles-Lès-Lens**

Objet : Mise à disposition d'un bureau au sein de l'Espace- Culture et Solidarités

Durée : du 01/02/2022, pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

Superficie : NC

Fréquence : Le 3^{ème} vendredi de chaque mois

Amplitude horaire : De 8H30 à 12H

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Guînes et Ardres**

Objet : Mise à disposition de la communauté de communes Pays d'Opale d'un bureau au sein des Frances Services Pays d'Opale.

Durée : un an à compter du 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024, renouvelable par tacite reconduction sous présentation d'une activité.

Superficie : NC

Fréquence / Amplitude horaire : Les 2^{èmes}, 4^{èmes}, et 5^{èmes} vendredis du mois, de 9H à 12H en France Services de Guînes ;

Tous les vendredis de 14H à 17H en France Services d'Ardres.

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : $54 \times 20 = 1080$ euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : oui, CONV MSD1 / 2025.

- **Hénin-Beaumont**

Objet : Mise à disposition du CCAS d'une salle de permanence située au rez-de-chaussée du Pôle Social et Familial

Durée : un an à compter du 1^{er} septembre 2023, puis un an à compter du 1^{er} septembre 2024 renouvelable expressément.

Superficie : NC

Fréquence : Les jeudis.

Amplitude horaire : De 14h à 17h.

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Liévin**

Objet : Mise à disposition du CCAS d'un bureau de permanence au CCAS

Durée : Du 01/10/2023 pour une durée d'un an et renouvelée chaque année par tacite reconduction. (convention 2024 aucune date)

Superficie : NC

Fréquence : les jeudis.

Amplitude horaire : De 9H à 12H.

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Nombre de demi-journées effectives 36, soit $36 \times 35 = 1260$ euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun, reprise des valeurs de 2023 CONV MSD4 / 2023.

- **Longuenesse**

Objet : Mise à disposition d'une salle située en mairie

Durée : à partir du 17/05/2022 pour une durée de deux ans, soit le 17/05/2024, nouvelle convention au 15 mai 2024 qui pourra être modifiée par voie d'avenant.

Superficie : NC

Fréquence : Les mercredis

Amplitude horaire : De 9H à 12H

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Nombre de journées effectives 43, soit 43 semaines. Donc $43 \times 40 = 1720$ euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Oui, par mail le 06 mars 2025.

Mêmes valeurs qu'en 2024 : $40 \text{ euros} \times 52 \text{ semaines} = 2080 \text{ euros}$.

- **Lumbres**

Objet : Mise à disposition de la communauté de communes d'un bureau situé à la maison de services au public

Durée : du 04/10/2022 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans excéder 12 années

Superficie : NC

Fréquence : Le mardi matin

Amplitude horaire : De 9H à 12H

Commentaires :

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun.

- **Sains-en-Gohelle**

Objet : Mise à disposition au CCAS d'une salle désignée « salle Poidevin »

Durée : du 01/01/2021 au 01/01/2026 (bureau espace culturel et solidaire)

Du 01/11/2024 au 31/12/2025 (avenant salle Poidevin)

Superficie : dans le débordement d'un espace attribué à une autre association NC

Fréquence : Les 1^{er} et 3^{èmes} vendredis

Amplitude horaire : de 13H30 à 16H30

Commentaires : La salariée est intervenue 10 mois sur douze à l'espace.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Soit 10×11.37 (flux énergétiques : mois/personnes) = 113,70 euros.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : Aucun, reprise des valeurs de 2023 CONV/MSD3 / 2023.

- **Saint-Omer**

Objet : Mise à disposition du Centre Social et Culturel d'une salle ou espace

Durée : du 11/01/2022 au 19/12/2024.

Superficie : NC

Fréquence : Les jeudis

Amplitude horaire : De 9H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H00

Commentaires : Acquiescement d'une adhésion, la participation financière pour le prêt d'une salle est gratuite.

Calcul de la mise à disposition à titre gratuit d'un local : Aucun éléments.

Retour à la suite du courrier envoyé le 18 février : aucun.

IV. LIRE & FAIRE LIRE :

Communes :

Aucune convention de mise à disposition de salles gratuites.